



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité Départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Epinal, le 16/10/2024

r

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BOLLORE ENERGIE

31-32 quai de Dion Bouton
92800 Puteaux

Références : S-24-1067RP
Code AIOT : 0006205155

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/10/2024 dans l'établissement BOLLORE ENERGIE implanté 5 rue des Chaudronniers Zone Industrielle 88190 Golbey. L'inspection a été annoncée le 04/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOLLORE ENERGIE
- 5 RUE DES CHAUDRONNIERS ZONE INDUSTRIELLE 88190 GOLBEY
- Code AIOT : 0006205155
- Régime : Déclaration avec controle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site comprend des activités de stockage et de distribution de produits pétroliers.

Le site est soumis aux prescriptions de l'arrêté du 19/12/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1434 (Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables) et aux prescriptions de l'arrêté du 22/12/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4734 (Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement)

Thème de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 1.1.2 & 1.4	Sans objet
2	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 1.1.2 & 1.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite, l'inspection a constaté que toutes les non-conformités établies dans le rapport du contrôle complémentaire de l'organisme étaient levées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 1.1.2 & 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : 1.1.2 L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme " objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure". L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné. 1.4 les plans tenus à jour, y compris le plan des réseaux d'eau internes ;
Constats : 1.1.2 Par courriel du 12/06/2024, la préfecture des Vosges a communiqué à la DREAL, UD 88, un contrôle complémentaire ICPE des installations de la société BOLLORE Energie sise sur la commune de GOLBEY (88) (soumises à déclaration). Le contrôle périodique a été réalisé le 15/02/2023 et le contrôle complémentaire le 11/06/2024. Ce dernier contrôle faisait état de non-conformités majeures non levées. Lors d'une visite de l'inspection en date du 04/10/2024 et des éléments fournis par l'exploitant de la station, l'inspection a constaté que toutes les non-conformités avaient été levées.. 1.4 Par courriel du 15 octobre 2024, l'exploitant a transmis les plans à jour de son installation
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 1.1.2 & 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : 1.1.2 L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : " objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure " 1.4 Les plans tenus à jour, c'est-à-dire le plan général d'implantation et le plan des tuyauteries
Constats : 1.1.2 Par courriel du 12/06/2024, la préfecture des Vosges a communiqué à la DREAL, UD 88, un contrôle complémentaire ICPE des installations de la société BOLLORE Energie sise sur la commune de GOLBEY (88) (soumises à déclaration). Le contrôle périodique a été réalisé le 15/02/2023 et le contrôle complémentaire le 11/06/2024. Ce dernier contrôle faisait état de non-conformités majeures non levées. Lors d'une visite de l'inspection en date du 04/10 2024 et des éléments fournis par l'exploitant de la station, l'inspection a constaté que toutes les non-conformités avaient été levées. 1.4 Par courriel du 15 octobre 2024, l'exploitant a transmis les plans à jour de son installation.
Type de suites proposées : Sans suite